

*Les élections municipales et départementales viennent de se dérouler dix mois après les manifestations, violemment réprimées, contre l'incarcération du principal opposant Ousmane Sonko. Les résultats confirment la victoire de sa coalition électorale dans la plupart des grandes villes. Au-delà de l'actualité immédiate, l'enjeu porte sur la construction d'une alternative politique crédible au gouvernement de Macky Sall et le rôle de la gauche révolutionnaire dans le processus de recomposition politique qui se déroule sous nos yeux.*

\*\*\*

## **L'embrassement**

L'arrestation du principal opposant Ousmane Sonko pour viol a déclenché de très importantes manifestations qui ont été brutalement réprimées. L'affaire a débuté lors d'un dépôt de plainte pour viol à plusieurs reprises et menaces de mort. Sonko nie en bloc les accusations et parle d'une cabale montée par le gouvernement. A l'issue de la levée de son immunité parlementaire, Ousmane Sonko évoque le droit à la résistance et lance un appel au peuple sénégalais.

Suite à des médiations entreprises par des organisations de la société civile et des marabouts, Sonko accepte de se rendre à la convocation du juge d'instruction le 3 mars 2020. Il sera accompagné par une foule immense avec quelques débordements. Arrivé chez le juge il est immédiatement arrêté aux motifs de participation à une manifestation non déclarée et trouble à l'ordre public.

Cette arrestation, qui n'est donc pas liée à la plainte initiale, va embraser le Sénégal pendant cinq jours du 3 au 8 mars. Dans toutes les grandes villes du pays, des rassemblements vont avoir lieu, violemment réprimés par les forces de l'ordre qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles sur les manifestants. 14 morts sont à déplorer dont un enfant de 12 ans. Deux faits nouveaux et inquiétants sont à noter : des civils, sans aucun signe distinctif, armés de matraques et parfois d'armes à feu étaient présents aux côtés de la police lors des répressions et la coupure d'internet, laissant le pays isolé du reste du monde.

L'annonce de la libération de Sonko a fait retomber la pression. Il est désormais sous contrôle judiciaire. Lors de sa sortie de prison, il a appelé à l'apaisement tout en maintenant une consigne de vigilance.

## **Une violence politique occasionnelle mais réelle**

La plupart des commentateurs ont souligné que cette flambée de violence est inhabituelle dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest. Le Sénégal est loué pour sa démocratie, sa capacité à gérer les alternances politiques au pouvoir comme au Cap-Vert et sa stabilité politique à l'image du Botswana.

S'il est vrai que le Sénégal se démarque de la plupart des pays africains en matière de respect des votes et de démocratie, on note une dérive autoritaire de la part du gouvernement de Macky Sall. Quelques semaines avant l'affaire Sonko, Guy Marius Sagna, un militant de la gauche radicale était emprisonné pendant un mois, des militants du parti de Sonko ont eux aussi été arrêtés. Dans le même temps des chaînes de télévision ont été

suspendues parce qu'elles montraient en boucle les manifestations.

Même si c'est à moindre échelle que dans certains autres pays du Continent, la violence politique au Sénégal a existé dès l'indépendance en 1960. Derrière le poète Leopold Senghor, qui a présidé à la destinée du pays pendant 20 ans, se cachait un dictateur. Il n'a pas hésité à arrêter son principal rival Mamadou Dia, président du Conseil, qui représentait l'aile gauche du gouvernement. Ainsi arrêté avec quatre ministres, il passa plus de dix ans en prison. Sa libération fut obtenue en réponse aux pressions d'hommes politiques et d'intellectuels. D'après l'avocat Babacar Niang, numéro deux du Rassemblement national démocratique (RND) le parti de Cheikh Anta Diop :

« du mois de mars 1962 au mois d'octobre 1975, la juridiction d'exception sous Senghor a prononcé plus de trois cents années d'emprisonnement, plus de deux cents années de travaux forcés à temps, plusieurs condamnations à perpétuité, dont deux condamnations à mort exécutées »[\[1\]](#)

[Omar Blondin-Diop](#), un jeune militant maoïste incarcéré en 1973 pour terrorisme, fut retrouvé mort dans sa cellule. L'assassinat fut maquillé en suicide. La répression contre les indépendantistes menée par le successeur de Senghor, Abdou Diouf sera à l'origine d'une guerre larvée entre les combattants du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) et l'armée sénégalaise qui va se rendre coupable de nombreuses exactions. Plus récemment la répression des manifestations contre le troisième mandat d'Abdoulaye Wade entrainera le décès d'une dizaine de personnes. De plus, certains marabouts se sont dotés de milices violentes qui parfois sont mises à la disposition de candidats.[\[2\]](#)

Cette politique répressive et autoritaire du gouvernement de Macky Sall, est une réponse à une crise de légitimité, liée notamment au fait qu'une grande partie de la jeunesse subit de plein fouet la politique néolibérale et remet en cause le personnel politique au pouvoir.

## Crise sociale et politique

Cet embrasement du Sénégal est aussi lié au mal-être des populations. Certes Macky Sall peut se targuer de bons résultats économiques en termes de croissance. Mais cette croissance a laissé une bonne partie de la population au bord de la route. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 38% des sénégalais vivent avec moins 1.90 \$US par jour, le taux d'alphabétisation des adultes est inférieur à 52%, la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles s'élève à plus de 39%, enfin, 90% de la population urbaine est dans le secteur informel. Ces statistiques positionnent le Sénégal sur l'indice de développement humain en 166<sup>ème</sup> place sur un total de 189 pays.[\[3\]](#)

Cette situation s'est considérablement détériorée avec la crise sanitaire du covid-19. Du jour au lendemain des secteurs d'activité importants comme le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, l'artisanat, les transports, les marchés, etc., vont être soit fermés soit considérablement ralentis, impactant les emplois et les ressources. Les conditions de vie se dégradent fortement pour les personnes les plus pauvres. D'autant que le couvre-feu instauré dans les grandes villes a pénalisé les métiers nocturnes, comme les taxis, les ventes de beignets, les petites gargotes ou autres maquis qui sont sources de revenus et

pourvoyeurs de milliers d'emplois notamment pour les femmes. Les quelques mesures sociales prises par le gouvernement n'ont pas été à la hauteur de la situation sociale dramatique des populations.

Cette crise touche de plein fouet la jeunesse. Nombreux dans les manifestations étaient les jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emploi ou seulement des jobs au rabais ne permettant pas de vivre décemment. Les vagues d'émigration vers les pays occidentaux révèlent ce mal être.

## Corruption à tous les étages

Cette crise sociale se conjugue aux informations concernant la corruption des élites, notamment celle de la famille du Président Macky Sall. En juin 2019, une enquête de la BBC[4] révélait que le frère du président Aliou Sall avait touché des pots de vin d'une multinationale pétrolière afin d'obtenir des droits d'exploitation sur le pétrole. Aliou Sall a dû démissionner de la direction de la caisse des Dépôts et Consignation du Sénégal. Un procès a eu lieu et contre toute attente, le doyen des juges a prononcé mardi 29 décembre 2020, une ordonnance de non-lieu.

Autre personnalité accusée de corruption, Amadou Mansour Faye, beau-frère du président et ministre de Développement communautaire et de l'Équité sociale. Il est accusé d'avoir reçu de la multinationale Suez cinq camions bennes pour la ville de Saint Louis dont il est le maire en échange du marché de l'approvisionnement de l'eau au Sénégal. Pourtant, le résultat de l'appel d'offre faisait apparaître que la multinationale était plus chère que sa concurrente, la Sénégalaise des eaux.[5] Il est aussi accusé de malversation dans la distribution des kits de solidarité pour le covid-19. Mansour Faye a déclaré qu'il était hors de question, en tant que ministre, qu'il réponde à la convocation de l'Office National de lutte contre la Fraude et Corruption (OFNAC).[6]

Ces faits qui restent impunis, ainsi que les nombreuses implantations des sociétés françaises dans le pays, contribuent à faire de Macky Sall un président plus soucieux des intérêts de sa famille et de la France que de son propre pays. Ces travers ont été aussi partagés par Wade, le précédent président, particulièrement lors de son second mandat. En effet, les scandales de corruption ont éclaboussé le clan familial notamment son fils Karim, ainsi que la dérive autoritaire du pouvoir. Wade avait tenté de se présenter pour une troisième mandature pourtant inconstitutionnelle. Le résultat des urnes au second tour a été sans appel puisque Macky Sall a obtenu plus de 65 % des suffrages.

Macky Sall fait planer le doute sur sa volonté lui aussi de postuler à un troisième mandat. Si officiellement il ne s'est pas déclaré, tous les proches de son clan qui se sont exprimés contre cette éventualité ont été écartés du pouvoir. Ce qui suscite des craintes légitimes et provoquera à coup sûr une crise politique majeure dans le pays. Sonko, devenu le principal opposant à Macky Sall, ne cesse de mener une campagne contre la corruption dans le pays et l'éventualité d'un troisième mandat.

## Sonko, l'incarnation d'une nouvelle génération

Sa date et son lieu de naissance sont deux éléments importants. Né en 1974, il représente une nouvelle génération d'homme politique, alors que la plupart des dirigeants de partis avoisinent la soixantaine. Pour une grande partie de la population, dont 52 % a moins de 20 ans, l'ancienne génération a failli. Elle est synonyme de promesses électorales oubliées et d'espoirs trahis sitôt élue.

Le lieu de naissance, la Casamance, a une signification particulière. En effet cette région habitée majoritairement par les Diolas est coupée du pays géographiquement par l'enclave gambienne. Au début de l'indépendance du Sénégal, Senghor avait fait une vague promesse sur l'autonomie de cette région qui, si elle est riche au niveau agricole, reste marginalisée dans la vie économique et politique du pays. Lors d'une manifestation pacifique en décembre 1982, les militants indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) avaient remplacé le drapeau sénégalais par celui de la Casamance. Considéré comme un acte hostile à l'égard de la nation, une terrible répression s'est abattue sur les personnes présentes à ce rassemblement. Cet épisode tragique a radicalisé et poussé le MFDC dans la lutte armée. Cette organisation, à la mort de son dirigeant, s'est fragmentée. La période de guerre a été l'occasion de multiples atteintes aux droits humains de l'armée sénégalaise. Des pourparlers ont été entrepris. Mais la multiplicité des groupes armés rend difficile un accord de paix qui se traduise réellement sur le terrain. D'autant que la région est en proie aux agissements de contrebandiers violents qui exploitent les grumes, provoquant un véritable désastre écologique.

La campagne municipale de février 2022, a été l'occasion pour Sonko de faire de la Casamance un fief électoral en briguant la mairie de Ziguinchor, la capitale régionale. Il s'est prononcé pour la mise place d'une monnaie locale censée permettre de mieux intégrer les activités informelles dans l'économie de la région. Si cette proposition est discutable, elle valorise cependant le sentiment de cette population d'une appartenance à une région spécifique après des décennies d'ignorance voir de stigmatisation de la part du pouvoir central.

## De syndicaliste anticorruption au politicien antisystème

Sonko a fait la majeure partie de sa scolarité au Sénégal dans les filières de droit et d'économie. Il a intégré la fonction publique comme inspecteur des impôts. Il a dû batailler pour avoir le droit de fonder un syndicat. Une plainte fut déposée en 2016 à l'Organisation internationale du Travail pour la reconnaissance du Syndicat autonome des agents des impôts et domaines<sup>[7]</sup>. Il commence à dénoncer les fraudes fiscales de l'élite gouvernementale. Sa radiation de la Fonction publique pour manquement au devoir de réserve, lui donnera une notoriété. Fort de cette reconnaissance, il va s'investir sur le terrain politique en fondant son organisation les Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité, en abrégé PASTEF-Les Patriotes.

Le programme de ce parti se veut pragmatique et à ce titre rejette tous les systèmes qui ont failli :

« PASTEF-LES PATRIOTES, s'attache à promouvoir une doctrine pragmatique, qui ne se confond avec aucune des idéologies historiquement reconnues : socialisme, communisme, libéralisme, etc. »[\[8\]](#)

C'est un fait courant de voir sur le continent africain, et au-delà, l'émergence de personnalités de la société civile investir le champ politique avec une étiquette « antisystème ». Leur programme tourne le dos aux idéologies parfois associées à l'Occident dans le cas de l'Afrique, pour promouvoir des solutions liées à l'authenticité du pays. C'est le cas par exemple à Madagascar avec la candidature à l'élection présidentielle d'un chanteur très connu, Dama ; également en Ouganda avec le rappeur Bobi Wine qui, à maints égards, a un parcours similaire à Sonko. Si cette tendance n'est pas spécifique à l'Afrique, elle renvoie à la crise des idéologies marquée notamment par les échecs des gouvernements postcoloniaux, aussi bien les expériences libérales que les expériences socialistes, dévoyées par des pratiques stalinienne.

Le Parti d'Ousmane Sonko se définit plus comme un parti nationaliste :

« Oui, nous voulons mériter le beau nom de patriotes car nous avons une dette envers notre pays et nous entendons la payer »[\[9\]](#).

Cette idée de redevabilité, on la retrouve aussi dans le programme présidentiel du candidat malgache Dama sous le terme de « Valimbabena » désignant une dette familiale vis-à-vis des parents. Il a transformé cette notion en une dette du peuple vis-à-vis du pays. Cette idée que les générations actuelles auraient une créance envers celles du passé n'est pas une nouveauté. En effet c'est un des socles de l'idéologie du solidarisme portée par Léon Bourgeois :

« C'est l'idée d'une dette, cause et mesure de l'obligation naturelle et morale, et motif suffisant et nécessaire de la sanction sociale, qui doit se rencontrer, en dehors de toutes les conceptions et de tous les systèmes philosophiques, à la base de toute spéculation sur les arrangements sociaux. »[\[10\]](#)

Mais à la différence du solidarisme de Léon Bourgeois pour qui la dette des générations est liée aux générations antérieures, le PASTEF, lui, la fait porter au pays, ouvrant la voie à un nationalisme qui sera le fil conducteur de l'ensemble du programme de ce parti.

« La mondialisation de l'économie a fait de la planète un immense terrain de jeu où les règles peuvent se résumer en un mot : compétitivité. Seuls les meilleurs au jeu auront une chance d'acquérir et de conserver un niveau de vie élevé. Les autres ne disparaîtront pas mais ils seront condamnés à survivre à la périphérie, en sous produits du système capitaliste. »[\[11\]](#)

L'idée est simple, il faut faire partie des gagnants de la mondialisation. En l'absence d'une critique en termes d'économie politique, les mesures proposées ne sont que des améliorations de l'existant. Des progrès qui seraient possibles uniquement par la probité des dirigeants. Les membres du PASTEF qui aspirent à l'exercice du pouvoir doivent donc

avoir comme qualité première leur honnêteté.

La question de la division internationale du travail est juste évoquée et est résolue par le soutien et le développement d'une bourgeoisie nationale avec des entreprises suffisamment compétitives grâce à l'aide de l'État. La politique économique souverainiste a pour but d'extirper le Sénégal de l'emprise des grandes multinationales françaises qui pourraient être remplacées par d'autres dans le cadre de la diversification des relations bilatérales. L'idée de la réappropriation des chaînes de valeurs par le pays est proposée sans pour autant être accompagnée par une critique et une volonté de modification des rapports sociaux.

L'impasse est aussi faite sur la structuration sociale très hiérarchisée du pays, qui fixe l'attribution sociale d'un individu selon sa naissance. Une société qui s'inspire du modèle de castes sociales. Ce n'est pas nouveau de l'aveu même de Landing Savané, un dirigeant de la gauche radicale en son temps :

« En fait, nous partions du principe qu'il fallait totalement ignorer ce phénomène. Nous n'en parlions jamais, mais, en réalité, certains d'entre nous y adhéraient pleinement » [\[12\]](#)

Certes la question est complexe et ne peut certainement pas être réglée dans le cadre d'un programme électoral. Cependant, des pistes peuvent être esquissées montrant ainsi la volonté de ne point se satisfaire de cette situation. Avec la possibilité de s'appuyer sur la Constitution sénégalaise qui en son article 7 stipule :

« Il n'y a au Sénégal ni sujet, ni privilège de lieu de naissance, de personne ou de famille. »

Pour réaffirmer la volonté d'aller vers une société réellement égalitaire en termes de droits. Notons, et cela est positif, qu'il y a quelques avancées sur la question des droits des femmes et contre les violences qu'elles subissent. Des revendications qui risquent de souffrir d'un manque de crédibilité avec l'accusation de viol du leader du PASTEF.

## L'accusation de viol

Le 3 février 2021, Adjil Sarr, masseuse dans un salon, porte plainte pour viol à quatre reprises et menaces de mort avec arme contre Ousmane Sonko. Celui-ci conteste énergiquement les accusations portées à son encontre. En revanche il admet avoir fréquenté plusieurs fois le salon Sweet Massage pour soulager un mal de dos récurrent. La présentation du salon sur son compte facebook est la suivante :

« 2 Belles jeunes sexy charmantes diongoma sénégalaises avec des formes généreuses (sexy diongoma sénégalaises) à vous couper le souffle vous offrent des séances de détente inoubliables. Venez goutez aux délices de nos mains de fée sensuelles et caressantes qui laisseront aucune partie de votre corps » [\[13\]](#)

On sera d'accord que pour traiter et guérir des lombalgies, l'aide de kinésithérapeutes ou d'ostéopathes semble plus indiquée que ce type d'établissement. Toujours est-il que Sonko ne se départit pas de sa ligne de défense, celle d'une cabale montée par le pouvoir en place. Adji Sarr dans un interview en date du 17 mars 2021[14], maintient son accusation indiquant qu'elle est enceinte, et qu'elle a subi des pressions de son employeur qui lui demandait d'avorter. Enfin elle demande à Sonko s'il est prêt à jurer sur le Coran qu'il n'y a eu aucune relation sexuelle.

Si effectivement des pouvoirs en place n'hésitent pas à monter des affaires de viols pour discréditer militants ou journalistes, comme c'est le cas par exemple au Maroc[15], l'accusation de la jeune femme ne doit certainement pas pour autant ni être écartée ni délégitimée. Ainsi, il est inacceptable que certains soutiens à Sonko utilisent les réseaux sociaux pour dénigrer et fouiller dans son passé afin de trouver des hypothétiques comportements légers ou « immoraux », comme si cela pouvait justifier une agression sexuelle.

Quant à la justice sénégalaise, avec des enjeux politiques aussi importants, elle est bien incapable de rendre un jugement sincère. Bien avant cette affaire, un appel de 102 universitaires, pour la plupart en droit, alertaient sur la corruption de la Justice :

« Quel État de droit lorsque les contre-pouvoirs institutionnels (parlement et pouvoir judiciaire) se dépossèdent, par devoir de gratitude et de corruption intellectuelle, de leurs attributions ?

La consolidation de l'État de droit suppose, à l'évidence, une justice plus indépendante. De fait, la transformation de l'État de justice en État politique donne libre cours à certaines pratiques : la docilité des juges, le suivisme alimentaire des sbires, l'entrisme et le clientélisme politique, le culte du chef etc. La paraphrase de Jean de la Fontaine raconte l'état de l'institution judiciaire au Sénégal : « selon que vous soyez « opposant » ou « avec le pouvoir », les jugements de cour vous rendront blanc ou noir » » [16]

La solution pourrait être la constitution d'une commission indépendante composée de militantes et militants d'organisations féministes, de défense de droits humains, de personnalités connues pour leur probité qui pourraient enquêter et permettre de dénouer cette affaire. En tous cas, cet épisode aura fragilisé les combats féministes et ceux, notamment, contre les violences sexistes au Sénégal. C'est dans ce contexte particulièrement tendu que se sont déroulées les élections locales vues par tous comme un test pour le pouvoir en place.

## Les élections locales

Pour ces élections municipales et départementales, trois grandes coalitions de partis politiques ont concouru. Celle de la majorité présidentielle Benno Bokk Yakaar (Union autour d'un même espoir) qui comprend le parti socialiste, Wallu Sénégal (Sauver le Sénégal) formée autour du Parti démocratique sénégalais (PDS) le parti d'Abdoulaye Wade et enfin Yewwi Askan Wi (libérez le peuple) formée autour du PASTEF, la formation de l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall frappé d'inéligibilité et du PUR (Parti de l'unité et du

rassemblement), une organisation dirigée par un marabout Serigne Moustapha Sy.

Les résultats sont sans appel. C'est une défaite pour la majorité présidentielle Benno Bokk Yakaar, même si elle réussit à conserver son ancrage dans le nord du pays. Le PDS de Wade enregistre un recul. La coalition Yewwi Askan Wi autour du PASTEF remporte les grandes villes : Dakar la capitale, Ziguinchor, Thiès et Guédiawaye (banlieue de Dakar). Si ces résultats sont un point d'appui pour les élections législatives qui devraient se dérouler en juillet 2022 et pour les présidentielles de 2024 rien n'est joué. La coalition menée par le PASTEF pour les municipales est hétéroclite et rien ne dit que cette configuration tiendra pour les autres échéances électorales surtout présidentielle, compte tenu de la spécificité de cette élection. De plus, les études montrent que le « courtage électoral » qui est pratiqué dans le pays a une efficacité différenciée :

« les ruraux, malgré leur marginalisation économique, apportent un soutien indéfectible et stable au parti dominant. À l'opposé, dans les grands centres urbains, ces mécanismes de médiation seraient moins opérationnels. Ce constat, qui est une tendance lourde de l'expression territoriale des comportements électoraux en Afrique, laisse transparaître une opposition entre un vote urbain contestataire et un vote loyaliste dans les espaces périphériques ».[\[17\]](#)

Enfin notons l'échec d'une des figures de la société civile, Fadel Barro, un des fondateurs de « Y'en a marre », qui s'est présenté aux élections municipales de la ville de Kaolack sous la coalition Jammi Gox Yi (la Paix des territoires). Il n'a pas réussi son pari malgré une campagne électorale de rupture basée sur des thèmes très locaux. C'est dans ces conditions que la grande majorité des militants révolutionnaires au Sénégal vont entamer une démarche d'intégration dans le PASTEF.

## L'histoire particulière de la gauche radicale

La gauche au Sénégal a une histoire riche qu'on ne peut aborder ici. Elle apparaît à la fois singulière et inventive.

Singulière en effet, par la place qu'a prise And Jëf/Parti Africain pour la Démocratie et le Socialisme (PADS) dans le paysage politique sénégalais. Au début des années 1990, cette organisation révolutionnaire était largement majoritaire dans la gauche sénégalaise, dépassant les deux organisations issues du Parti africain de l'indépendance (PAI), qui se réclamaient de l'orthodoxie communiste, le Parti de l'indépendance et du travail (PIT) et la Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (LD/MPT).

Singulière aussi car And-Jëf/PADS est le fruit de la fusion de quatre organisations. La plus importante, And-Jëf/Mouvement Révolutionnaire pour la Démocratie Nouvelle (MRDN), dirigée par Landing Savané, d'origine maoïste, s'est construite à travers des activités culturelles dans les quartiers pauvres[\[18\]](#), l'Union pour la démocratie populaire (UDP), organisation également maoïste, scission de And-Jëf, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) trotskyste affiliée au Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, et enfin le Cercle de lecteurs de «Suxxuba» scission du courant lambertiste.

Fait plutôt rare de voir des organisations gardant leur référence programmatique, maoïste



pour les uns et trotskiste pour les autres, construire ensemble une même organisation sur la base des tâches immédiates et ce, pendant des années. Malgré un écho réel dans le pays And/jëf/PADS n'a jamais réussi à percer électoralement, même si pour une organisation de la gauche radicale, les scores étaient plutôt honorables : pour les élections législatives de 1993, 4.9% de votants avec 3 élus sur 120 et en 1998, 5.0% avec 4 élus.

Diouf, qui avait succédé à Senghor, appliqua avec zèle les plans d'ajustements structurels, qui auront un effet délétère sur l'agriculture en supprimant les subventions publiques et en démantelant des organismes d'appui à la paysannerie. Par ailleurs le tissu industriel va s'affaiblir considérablement au profit d'une financiarisation de l'économie :

« Un des effets les plus sensibles de la politique d'ajustement aura été la compradorisation de l'économie sénégalaise : des industriels se transforment en importateurs-commerçants ; les travailleurs déflatés de l'industrie et de la fonction publique (départs volontaires), les diplômés de l'enseignement supérieur en chômage, sont invités à se lancer dans les activités commerciales. » [\[19\]](#)

Une seule question se pose : comment sortir de quarante ans de pouvoir « socialiste » ? Alors que toutes les conditions sont réunies : un régime en crise et une population résolue d'en finir avec ce gouvernement. La pièce manquante du puzzle est l'existence d'une alternative politique crédible. Pour résoudre cette équation, Landing Savané va défendre une idée qui sera reprise par l'ensemble de la gauche sénégalaise et s'avérera redoutablement efficace, tout en marquant aussi le début de la fin de l'expérience prometteuse d'And Jëf/PADS : convaincre Abdoulaye Wade de se présenter sous la bannière d'une grande coalition.

Né en 1926 Wade est « le dernier grand tribun africain » [\[20\]](#) Avocat, il sera par deux fois jeté en prison, c'est d'ailleurs là où Landing Savané le rencontrera. Il est le dirigeant du PDS. En 1976 Senghor autorise un multipartisme partiel pour seulement quatre courants politiques, socialiste, communiste, conservateur et libéral. Wade représentera ce dernier courant. Mais si on doit analyser sa politique en dehors de l'étiquette, Wade est certainement plus proche du populisme. Il n'hésite pas à rentrer en conflit avec les pays occidentaux, comme par exemple en refusant de signer les accords de partenariat économique (APE) qu'il juge à juste titre néfaste pour le Sénégal et l'Afrique. [\[21\]](#) Mais sa grande force réside dans sa capacité à être en osmose avec les populations :

« Ses discours s'éloignent de la « froideur » et de l'apparente cohérence des « technocrates ». Fin connaisseur des populations sénégalaises et s'exprimant dans un wolof limpide, le « vieil homme » (Góor gi) s'est imposé comme le « technicien professionnel » du politique pouvant organiser le renversement d'Abdou Diouf et de ses collaborateurs. » [\[22\]](#)

La campagne présidentielle de 2000 de Wade sous le slogan de « sopi » (changement) sera portée par une mobilisation populaire exceptionnelle. Soutenu par une large coalition, Wade remportera les élections avec un score de 58% au second tour. Il intégrera des ministres des partis de gauche dans son gouvernement mais abandonnera très rapidement le programme de la coalition. Quatre ministres d'And Jëf/PADS vont rejoindre le gouvernement dont Landing Savané qui acceptera toutes les mesures de ce gouvernement

et avalisera les pires corruptions.

L'inventivité de cette gauche aura été pour le meilleur, la chute du pouvoir des caciques du PS, et pour le pire : une participation gouvernementale qui aura détruit l'aura d'And Jëf/PADS et plus généralement de la gauche. La participation de ces partis au gouvernement, And Jëf/PADS, PIT et LD/MPT pour des durées différentes, était avant tout motivée par la question qui reste centrale pour la gauche sénégalaise : ne pas se couper des masses, être partie prenante des mobilisations, qu'elles soient électorales, sociales ou syndicales. Cette volonté est évidemment louable et évite de tomber dans une approche sectaire du combat politique. Dans le même temps, cela peut ouvrir la porte à des dérives opportunistes qui ont emporté And Jëf/PADS. Certes ces dérives n'ont pas comme source unique une participation gouvernementale ; elles se sont développées dans un contexte politique difficile pour les organisations de la gauche radicale.

On retrouve donc cette même problématique dans les relations entre la gauche radicale et le PASTEF, qui a réussi à être à la tête de la lutte des populations contre le pouvoir de Macky Sall, et les politiques impérialistes des pays riches, notamment la France.

## **Le processus de fusion-intégration de la gauche radicale dans PASTEF**

Une dizaine d'organisations viennent de signer un protocole de fusion-intégration avec le PASTEF-Les patriotes. Parmi elles, une des plus importantes Yoonu Askan Wi (YAW). Cette organisation est une scission de And Jëf/PADS qui refusait la dérive droite et souhaitait revenir aux principes initiaux de ce parti. Son idéologie est teintée de maoïsme, mais elle est capable de travailler avec d'autres organisations y compris au niveau international. Elle a ainsi participé, en tant qu'invitée, à des congrès du Nouveau Parti Anticapitaliste en France [\[23\]](#), a reçu en février 2011 à Dakar, son porte-parole Olivier Besancenot lors d'un de ses comités nationaux.

Cette fusion-intégration est l'aboutissement d'années de luttes communes contre le référendum de 2016, analysé comme un renforcement du pouvoir présidentiel, pour les élections législatives de 2017 et des élections présidentielles de 2019, mais aussi contre le Franc CFA. Ce processus est vu comme une fusion entre l'ancienne génération, celle des militants de l'après 68 qui ont construit des organisations dans les années 70/80, et celle qui apparaît sur la scène politique avec la progression rapide incarnée par le PASTEF-Les Patriotes. Cette fusion-intégration est vue par Madièye Mbodj le dirigeant de Yoonu Askan Wi comme :

Le passage fécond de témoin, l'osmose intergénérationnelle de militante-s dévouée-s à la cause du peuple, les luttes en cours aux enjeux multiples, servent présentement de catalyseur à l'affirmation de ce que nous pouvons appeler « Gauche nouvelle contemporaine ». Directive de renouvellement dans la pensée comme dans l'action, dans la liaison aux masses, à la prise en charge de leurs préoccupations et de leurs luttes. Forces combattantes contemporaines des réseaux sociaux interactifs et de la révolution 4.0 en cours sous nos yeux ; contemporaines des défis vitaux des transitions démographiques et écologiques, contemporaines de l'émergence d'une citoyenneté mondiale décomplexée,

prônant un autre vivre-ensemble dans la diversité, la dignité, le respect, l'égalité et la réciprocité assumés. [\[24\]](#)

Cette volonté de passage de témoin est tout à fait estimable et est d'ailleurs une preuve d'absence d'ego de ses dirigeants et de fétichisation d'appareil organisationnel que l'on trouve souvent dans les pratiques politiques de la gauche révolutionnaire. Reste que la question du programme du PASTEF-Les patriotes ne prend pas en compte la nécessité d'une transformation radicale de la société. Si les statuts intègrent bien la critique du capitalisme néolibéral mondialisé, le projet de société reste flou avec un « *programme qui fera du Sénégal une nation prospère et solidaire, ancrée dans les valeurs fortes du travail et de la solidarité au sein d'une Afrique libre et unie, dans un monde meilleur.* » [\[25\]](#)

La doctrine du parti, toujours dans ses statuts, parle de cohésion sociale, de souveraineté, de liberté des citoyens, de laïcité, de l'importance du rôle de l'Etat dans le développement économique et social du pays. Les ajouts, suite à la fusion, insistent sur le panafricanisme, la solidarité internationale contre l'impérialisme et la critique du capitalisme mondialisé dont le Sénégal est victime. Le PASTEF-Les Patriotes se veut être la défense du peuple, mais derrière le mot « peuple », il y a certes, les exploités et les opprimés, mais aussi une partie de la bourgeoisie nationale comme l'indique [Diagne Fodé Roland](#), un des dirigeant de YAW :

« Pastef (Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Ethique et la Fraternité) fusionne les partis et mouvements patriotes et panafricains qui représentent les classes sociales et groupes sociaux qui ont intérêt à la souveraineté nationale, monétaire, budgétaire, fiscale, diplomatique, sécuritaire militaire dans le cadre d'une souveraineté panafricaine.

Ces classes sociales et groupes sociaux sont la bourgeoisie moyenne des PME, PMI, la bourgeoisie commerciale, celle des transports privés, les artisans, la paysannerie, les éleveurs, les pêcheurs, les travailleurs de l'informel, de la fonction publique et parapublique, l'intelligentsia, la majorité des femmes laborieuses, des jeunes. » [\[26\]](#)

On reste donc dans une logique classique du maoïsme, construisant une collaboration de classe entre exploités et bourgeoisie nationale, qui se voit assigner un rôle progressiste contre l'impérialisme. Cette vision permet donc l'intégration des partis de gauche ayant cette ligne dans une organisation politique nationaliste.

On pourrait reprendre les débats anciens entre les tenants de la révolution démocratique populaire et ceux de la révolution permanente dans les pays dominés, sans qu'il y ait grand-chose de nouveau à ajouter. On peut aussi considérer que le programme d'une organisation politique, quand elle est implantée et partie prenante de l'ensemble des luttes, peut évoluer favorablement. A titre d'exemple, la question des droits des LGBT, qui font depuis quelques temps l'objet d'une offensive réactionnaire de la part de religieux et de conservateurs au Sénégal sont défendus [\[27\]](#). Ceux qui viennent de rejoindre PASTEF-Les Patriotes ont publié un interview du sociologue [Charles Gueboguo](#) qui explique le rôle d'exutoire social que peut jouer l'homophobie [\[28\]](#).

Si les dernières luttes au Sénégal se sont développées contre l'impérialisme français, avec les mobilisations contre le Franc CFA qui ont valu aux Militants du Front pour une révolution

anti-impérialiste populaire et panafricaine (Frapp-France Dégage) et de PASTEF-les Patriotes des séjours en prisons, d'autres luttes émergent comme les mobilisations contre le viol à l'initiative de féministes sénégalaises. La lutte pour le droit des femmes a une longue histoire, notamment avec l'organisation féministe historique « Yeewu yewi » comme le souligne Ndèye Fatou Kane féministe sénégalaise :

Créé en 1984, il naît dans un contexte post-indépendance sénégalais durant lequel les femmes sénégalaises ont pris conscience qu'il était temps de changer de paradigme, de durcir le ton et de se positionner par rapport à la société qui ne voyait les femmes que comme mères, sœurs et épouses. La puissance du mouvement Yeewu Yewwi réside dans le fait qu'il fut le premier dans le paysage sénégalais à s'être donné une approche féministe. Et en sus des actions de terrain, la rédaction d'articles dans son magazine Fippu portant sur les femmes sénégalaises et leur devenir dans la société, achèvent de faire de Yeewu Yewwi une expérience qui a marqué des générations de féministes.[\[29\]](#)

Toutefois, avec l'accusation de viol contre Sonko, la prise en charge des revendications contre les violences faites aux femmes par le PASTEF-les Patriotes et le travail avec les organisations féministes risque d'être plus compliqué.

Enfin notons les mobilisations contre les accaparements de terre, comme dans la commune de Nguéniène dans la région de Mbour, ou les terres de la vallée du fleuve Sénégal menacées par les industries de l'agro-alimentaire comme la CSS ou Sen huile.

L'enjeu est que le PASTEF-Les Patriotes intègre l'ensemble de ces luttes sociales et soit capable de les porter sur le devant de la scène politique.

Le 26 janvier 2022.

## Notes

[\[1\] https://fr.allafrica.com/stories/200808280547.html](https://fr.allafrica.com/stories/200808280547.html)

[\[2\] Ndao, A. \(2016\). L'informalisation de la violence physique légitime : le Sénégal à l'épreuve des milices islamiques. Lien social et Politiques, \(76\), 96-113. p.103](#)

[\[3\] https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN/indicateurs-et-conjoncture](https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN/indicateurs-et-conjoncture)

[\[4\] Sénégal : un scandale à 10 milliards de dollars - Enquête intégrale BBC Africa eye](#)  
[https://www.youtube.com/watch?v=wqwmXR\\_QTY8](https://www.youtube.com/watch?v=wqwmXR_QTY8)

[\[5\] https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190413-senegal-ex-ministre-mansour-faye-favorise-suez-mar-che-eau-sde](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190413-senegal-ex-ministre-mansour-faye-favorise-suez-mar-che-eau-sde)

[\[6\] https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200928-s%C3%A9n%C3%A9gal-covid-le-ministre-tutelle-refus](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200928-s%C3%A9n%C3%A9gal-covid-le-ministre-tutelle-refus)

e-s-expliquer-la-gestion-fonds-aide

[7]

[https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:50002:0::NO:50002:P50002\\_COMPLAINT\\_TEXT\\_ID:3949793](https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:50002:0::NO:50002:P50002_COMPLAINT_TEXT_ID:3949793)

[8] <https://pastef.org/presentation-du-parti-pastef/>

[9] <https://pastef.org/appele-aux-patriotes/>

[10] Bourgeois Léon Solidarité édition Bibebook p. 53

[11] <https://pastef.org/appele-aux-patriotes/>

[12] Mbow Penda. Démocratie, droits humains et castes au Sénégal. In: Journal des africanistes, 2000, tome 70, fascicule 1-2. L'ombre portée de l'esclavage. Avatars contemporains de l'oppression sociale. p. 77

[13] [https://www.facebook.com/Sweet-Massage-1278380202330678/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/Sweet-Massage-1278380202330678/?ref=page_internal)

[14] [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/18/ousmane-sonko-a-gagne-au-senegal-adjisarr-sort-du-silence-et-reitere-ses-accusations\\_6073640\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/18/ousmane-sonko-a-gagne-au-senegal-adjisarr-sort-du-silence-et-reitere-ses-accusations_6073640_3212.html)

[15] Bourgy Myriam, Imbach Pauline Soutien aux prisonniers politiques marocains Omar Radi et Souleiman Raissouni, à leurs familles et ami·es in <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59109>

[16] <https://www.senepius.com/opinions/la-crise-de-letat-de-droit-au-senegal>

[17] Alassane Beye, Gilles Van Hamme La dynamique électorale au Sénégal entre 2000 et 2019 : contribution à l'analyse contextuelle des comportements électoraux « Politique africaine » 2019/3 n° 155 | pages 183 à 205 Karthala

[18] Claude Gabriel International Viewpoint N°221 du 3 février 1992

[19] Diouf, Makhtar La crise de l'ajustement Politique africaine N° 45 1992 p.73

[20] Diop Momar Coumba, « Le Sénégal à la croisée des chemins », Politique africaine, 2006/4 (N° 104), p. 103-126. p.110

[21] [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/096/article\\_60079.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/096/article_60079.asp)

[22] Ibidem p.111

[23]

<https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/message-de-yoonu-askan-wi-senegal>

[24]

<https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/a-propos-de-la-fusion-dans-pastef-patriotes-africains-du-senegal-pour-le>

[25] Statuts du parti PASTEF-Les Patriotes

[26]

<https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/senegal-fusion-dans-past-ef-une-etape-est-franchie-la-lutte-continue>

[27]

<https://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/senegal/article/de-quoi-la-vague-de-mobilisations-contre-l-homosexualite-au-senegal-est-elle-le>

[28]

<https://www.afriquesenlutte.org/communiques-luttet-et-debats/livres-etudes-debats/article/l-homosexualite-en-afrique-en-debat>

[29]

<https://www.50-50magazine.fr/2020/04/10/ndeye-fatou-kane-je-voudrais-insister-sur-la-pluralite-du-feminisme-en-afrique/>